

Privatisation des forces armées

Autor(en): **Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Privatisation des forces armées

Maj EMG Alexandre Vautravers

Le cycle de conférences organisé par le Groupe d'études stratégiques de l'Université de Genève (GESUG) suscite un intérêt croissant. Le 15 novembre dernier, une conférence a été organisée en présence de Doug Brooks, président de l'Association IPOA¹ – organisme faitier des entreprises privées de sécurité.

Les mythes et les stéréotypes sur les mercenaires ont la vie dure. Les médias parlent, en effet, de 50000 mercenaires en Irak aujourd'hui. Ce secteur d'activité pèserait 100 à 200 milliards de dollars. Les chiffres sont cependant plus modestes: 5000 à 8000 Occidentaux et environ 20000 Irakiens; le tout pour un marché de 10 à 23 milliards de dollars.

L'engagement d'entreprises de sécurité privées est particulièrement important en Afrique, où les forces armées occidentales ne sont projetées que ponctuellement, pour des raisons à la fois historiques et de coût. Les entreprises privées n'engagent pas directement leur gouvernement. Elles sont un moyen de soutenir les opérations de maintien de la paix, aux budgets souvent insuffisants et aux effectifs inadéquats, quantitativement et qualitativement. Les troupes africaines sous-équipées ont un besoin croissant d'appuis. L'aide est avant tout logistique. Aujourd'hui, la majorité des opérations de maintien de la paix en Afrique ne pourrait plus se passer de la participation des entreprises privées de sécurité.

Partant de la logistique, ces entreprises assument de plus en plus des tâches de protection de personnes ou d'objets. Un grand nombre des employés de celles-ci étant d'anciens membres des forces armées, ceux-ci sont fréquemment sollicités pour former des contingents locaux, militaires comme forces de l'ordre. On assiste également de plus en plus au recours à ces entreprises pour le renseignement et le conseil en matière d'opérations et de stratégie.

L'engagement de sociétés privées, à but lucratif, dans des opérations de maintien de la paix ne va pas sans poser des questions juridiques et éthiques. Des règles d'engagement (ROE) particulières s'appliquent, basées avant tout sur la légitime défense. La collaboration avec des forces armées régulières est souvent nécessaire: celles-ci assument généralement les tâches « offensives », par opposition à la présence et à la proximité des privés.

Pour les forces armées et les Etats, la collaboration avec des entreprises privées de sécurité est encore un tabou. Mais les contacts sur le terrain aidant, de plus en plus d'organisations non gouvernementales sont désormais clientes de tels prestataires de services.

Ces questions font partie de tendances plus vastes, de multiplication des acteurs et de complexité croissante des conflits armés. Au vu de l'augmentation du nombre de conflits, la croissance du nombre d'entreprises et de personnels de sécurité est inexorable.

A+V



¹ International Peace Operations Association (IPOA); www.ipoaonline.org